

Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

CHANTIERS DE JEUNES
PROVENCE COTE D'AZUR

CHANTIERS DE JEUNES
PROVENCE COTE D'AZUR
« La Ferme Giaume » – 7 avenue Pierre de Coubertin
06150 CANNES LA BOCCA

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
CHANTIERS DE JEUNES PROVENCE COTE D'AZUR**

**Siège social : « La Ferme Giaume » 7 Avenue Pierre de Coubertin
06150 CANNES LA BOCCA**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'Association CHANTIERS DE JEUNES PROVENCE COTE D'AZUR,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CHANTIERS DE JEUNES PROVENCE COTE D'AZUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L821-53 et R821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

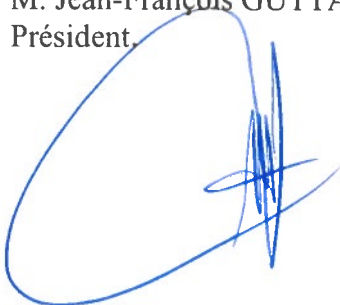


- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Le Cannet, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux comptes :
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

M. Jean-François GUTTADORO,
Président.



M. Bruno ALLEAUME,
Commissaire aux Comptes Associé.



ACTIF	Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	296 185	277 402	18 783	21 976
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	296 185	277 402	18 783	21 976
Matériel et outillage	22 960	22 739	221	441
Installations générales	8 987	8 699	288	354
Matériel de transport	95 834	90 975	4 859	8 289
Matériel de bureau et informatique	27 302	23 975	3 327	2 325
Mobilier de bureau	13 291	13 291	0	0
Matériel éducatif et d'activités	127 812	117 724	10 088	10 567
Immobilisations financières	78	0	78	78
Participations	78	0	78	78
TOTAL I	296 263	277 402	18 861	22 054
ACTIF CIRCULANT				
Créances	65 981	0	65 981	65 251
Produits à recevoir divers	31 210	0	31 210	18 612
Subventions à recevoir	33 584	0	33 584	42 659
Débiteurs divers	1 187	0	1 187	3 980
Disponibilités	76 045	0	76 045	113 229
Livret Bleu	69 288	0	69 288	75 394
Banques	5 762	0	5 762	36 729
Caisse	995	0	995	1 107
Charges constatées d'avance	11 995	0	11 995	11 704
TOTAL II	154 020	0	154 020	190 185
TOTAL GENERAL (I+II)	450 283	277 402	172 881	212 239

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	53 255	53 255
Fonds propres statutaires	53 255	53 255
Fonds propres complémentaires	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Autres réserves	33 193	33 193
Report à nouveau	-51 388	-4 164
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 152	-47 224
Situation nette (sous-total)	11 909	35 061
Fonds propres consommables	5 730	6 444
Subventions d'investissement	5 730	6 444
Provisions réglementées	0	0
TOTAL I	17 640	41 505
FONDS DEDIES	0	0
TOTAL II	0	0
PROVISIONS	61 176	78 425
Provisions pour risques et charges	61 176	78 425
TOTAL III	61 176	
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 008	3 311
Factures non parvenues	17 008	3 311
Dettes fiscales et sociales	76 149	87 586
Personnel indemnités dues	3 483	4 065
Dettes provisionnées congés payés	22 671	28 328
Charges sociales et provisions	49 159	53 541
Divers	836	1 661
Autres dettes	48	1 331
Produits constatés d'avance	861	80
TOTAL IV	94 065	92 308
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	172 881	212 239



COMPTE DE RESULTAT	REEL 2024	REEL 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	3 860	3 835
Ventes de prestations de services	214 847	205 004
Inscriptions stages	126 939	124 440
Journées de chantiers	53 087	50 659
Produits de gestion divers	3 745	3 487
Mise à disposition de matériel et personnel	31 075	26 418
Concours publics et subventions d'exploitation	330 795	328 390
Subventions de fonctionnement	185 931	185 890
Ville de Cannes	133 000	133 000
Caisse d'allocation familiale	39 179	38 452
FONJEP	11 252	12 438
Conseil Départemental des Alpes Maritimes	2 500	2 000
ASP	0	0
Subventions d'activités	144 864	142 500
Politique de la ville	30 000	40 000
Région Provence Alpes Côte d'Azur CJB	27 000	25 500
DRAJES PACA CJB	35 000	39 500
DRAC PACA CJB	22 464	13 000
Justice/Région	20 400	21 000
FDVA 2 / VVV / ANCT	10 000	3 500
Dons	0	7 400
Reprises sur amortissements, dépréciations et transfert de charges	36 401	17 788
Utilisation des fonds dédiés	0	0
TOTAL I	585 902	562 416
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 342	3 321
Autres achats et charges externes	207 542	216 646
Matériel de chantiers	1 361	2 181
Achats non stockés de matières et fournitures	49 995	48 830
Sous-traitance	34 026	31 129
Crédit-bail mobilier	7 308	7 262
Locations	45 114	62 945
Entretien et réparations	10 558	17 271
Assurances	10 081	9 621
Documentation et formation	3 688	2 560
Honoraires	10 062	2 760
Publicité, publications	0	0
Déplacements, missions, réceptions	23 871	20 012
Frais postaux et telecom	4 988	6 026
Services bancaires	1 033	1 063
Cotisations	1 582	645
Sous-traitance salaires	3 876	4 342
Impôts, taxes et versement assimilés	5 059	5 116
Salaires et traitements	278 431	253 835
Charges sociales	90 016	85 222
Dotations aux amortissements sur immobilisations	12 511	9 072
Dotations aux provisions	19 061	39 676
Report en fonds dédiés	0	0
Autres charges	388	369
TOTAL II	614 350	613 256
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-28 447	-50 839
PRODUITS FINANCIERS (III)	1 894	1 193
Produits de participations	1 894	1 193
CHARGES FINANCIERES (IV)	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 894	1 193
3. RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	-26 553	-49 646
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	4 919	3 069
Sur opérations de gestion	893	0
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	893	0
Sur opérations en capital	4 026	3 069
Cession d'éléments d'actifs	0	0
QP subvention d'investissement au CR	4 026	3 009
Divers	0	60
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 517	646
Sur opérations de gestion	1 500	576
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	1 500	576
Sur opérations en capital	17	70
VNC des immobilisations cédées	0	0
Autres charges exceptionnelles	17	70
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 401	2 422
TOTAL PRODUITS (I+III+V)	592 716	566 679
TOTAL CHARGES (II+IV+VI)	615 867	613 902
RESULTAT (EXCEDENT OU DEFICIT)	-23 152	-47 224



Annexe

Annexe au bilan clos au 31/12/2024 dont le total est de 172.881 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 23.152 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits significatifs de l'exercice 2024

- Néant

Evénements postérieurs à la clôture

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes, la Direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives de nature à remettre en cause sa capacité à poursuivre son exploitation.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur dans le respect du principe de prudence, suivant les règles de base ci-dessous :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les dettes et créances sont valorisées pour leur valeur nominale.

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis en application des dispositions :

- Du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;

L'association a pour but l'éducation de la jeunesse par la pratique du travail volontaire et bénévole et des activités socio-éducatives de loisirs et de plein-air. Elle s'adresse à un large public, mineurs comme majeurs, en fonction des projets développés.

Elle vise à la prise en charge par les intéressés eux-mêmes de leur devenir.

Elle se veut une association locale et souhaite sensibiliser ses adhérents à la vie de la région Provence Alpes Côte d'Azur.



Détail des subventions obtenues :

Subventions de fonctionnement :

- VILLE DE CANNES	133 000,00 €
- 2 Postes FONJEP	11 252,00 €
- Conseil Départemental des Alpes Maritimes	2 500,00 €
- Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes	39 178,50 €

TOTAL 185 930,50 €

Subventions liées à l'activité :

- Politique de la Ville (Projet jeunes) :	
- CAPL	10 000,00 €
- FIPDR (Etat)	10 000,00 €
- ANCT (Etat)	10 000,00 €
- Moulin de St Cassien, St cezaire-sur-siagne, Canaux de Mouans-Sartoux, Fort Royal :	
- Région PACA	27 000,00 €
- D.R.A.J.E.S.	35 000,00 €
- D.R.A.C.	22 464,00 €
- DTPJJ subvention PJJ	12 000,00 €
- FIPD subvention PJJ	2 400,00 €
- Région PACA subvention PJJ	6 000,00 €
- ANCT (Etat) Conseil de Jeunes	10 000,00 €

TOTAL 144 864,00 €

Subventions d'équipement au 31 décembre 2024 :

Nature	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Subvention d'équipement	6 444,38	3 312,00	4 025,89	5 730,49



Provisions pour risques et charges au 31/12/2024 :

Les dispositions de la Convention Collective « Animation » ont été mises en place pour le calcul des indemnités de départ en retraite comptabilisées dans les comptes clos au 31/12/2024.

Ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la convention collective	Nombre de mois de salaires
Salariés ayant moins de 10 ans d'ancienneté	¼ de mois de salaire x année d'ancienneté
Salariés ayant plus de 10 ans d'ancienneté	¼ de mois de salaire x 10 ans + 1/3 de mois de salaire x nombre d'années au-delà de 10 ans

Le coût de l'indemnité est calculé pour tous les salariés en fonction de leur parcours professionnel, de leur âge et de leur probabilité de présence dans l'association.

Nature	Provision au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provision pour risques et charges (retraite)	42 115,00	19 060,92	0	61 175,92
Provision pour risques et charges	36 310,44	0	36 310,44	0
TOTAL	78 425,44	19 060,92	36 310,44	61 175,92

Avantages en nature :

La Ville de Cannes met à disposition de l'association le local de la « Maison des Chantiers de Jeunes », des locaux dans le bâtiment Z du Fort de l'île Ste Marguerite et un espace de stockage à Cannes la Bocca, l'ensemble pour une valeur locative de 34 712,82 €, ce qui représente un avantage en nature de 34 712,82 €,

Tableau des immobilisations :

Nature de l'immobilisation	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations corporelles				
Matériel et outillage	22 959,82			22 959,82
Installations générales	8 986,59			8 986,59
Matériel de transport	95 833,61			95 833,61
Matériel de bureau et inform.	24 607,93	2 694,00		27 301,93
Mobilier de bureau	13 291,24			13 291,24
Matériel éducatif et d'activités	121 187,76	6 624,00		127 811,76
Immobilisations financières				
Titres de participations	77,75			77,75
TOTAL	286 944,70	9 318,00		296 262,70



Tableau des amortissements :

Nature de l'immobilisation	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminution d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations corporelles				
Matériel et outillage	22 519,01	219,64		22 738,65
Installations générales	8 632,25	66,40		8 698,65
Matériel de transport	87 544,61	3 430,00		90 974,61
Matériel de bureau et inform.	22 282,48	1 692,38		23 974,86
Mobilier de bureau	13 291,24	0		13 291,24
Matériel éducatif et d'activités	110 621,11	7 102,96		117 724,07
TOTAL	264 890,70	12 511,38		277 402,08

Les durées d'amortissements utilisées sont les suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durées
Matériel et outillage	2 à 5 ans
Installations générales	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau et inform.	2 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel éducatif et d'activités	2 à 3 ans

Etat des créances et des dettes :Créances au 31 décembre 2024 :

Nature de la créance	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Produits à recevoir	31 209,82	31 209,82	
Débiteurs divers	1 187,06	1 187,06	
Subvention à recevoir	33 583,80	33 583,80	
Charges constatées d'avance	11 994,78	11 994,78	
TOTAL	49 975,46	49 975,46	

Dettes au 31 décembre 2024 :

Nature de la dette	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs	17 007,71	17 007,71	
Personnel indemnités dues	3 483,28	3 483,28	
Dettes provisionnées pour congés payés	22 671,00	22 671,00	
Charges sociales et fiscales	49 158,50	49 158,50	
Etat	836,22	836,22	
Charges à payer	47,71	47,71	
Produits constatés d'avance	861,00	861,00	
TOTAL	94 065,42	94 065,42	

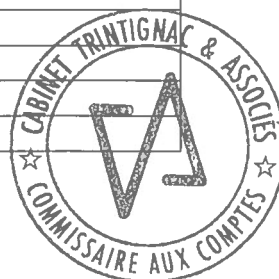


Tableau des charges à payer :

Libellé	31/12/2024
Fournisseurs frais généraux	17 007,71
Congés payés et charges sociales	34 006,50
Organisme – Autres charges à payer	3 795,00
Autres dettes	47,71
TOTAL	54 856,92

Tableau des produits à recevoir :

Libellé	31/12/2024
Produits à recevoir (Mise à disposition, chantiers...)	31 209,82
TOTAL	31 209,82

Tableau des fonds propres au 31 décembre 2024 :

Nature	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Fonds propres statutaires	53 255,14			53 255,14
Autres réserves	33 193,33			33 193,33
Report à nouveau	- 4 164,05	- 47 223,70		- 51 387,75
Résultat N-1	- 47 223,70		47 223,70	0,00
Résultat N	0	- 23 151,51		- 23 151,51
TOTAL	35 060,72	- 70 375,21	47 223,70	11 909,21

Tableau des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont utilisation		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Contributions financières d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	

Charges et produits constatés d'avance :

- ✓ Charges constatées d'avance : 11 994,78
- ✓ Produits constatés d'avance : 861,00

Contributions volontaires : Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées en raison de leur caractère peu significatif par rapport à la taille de l'Association.

